CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°3 - 2013
Trimestriel / Quarterly

La coopération européenne : un levier supplémentaire pour la CEB











European cooperation: an additional leverage for the CEB

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Activité prêts/projets	**4**
Approbations au 30 septembre	4
Amélioration de la qualité de vie à Lublin	6
De meilleures infrastructures publiques pour Bratislava	8
Atténuation des risques sismiques à Istanbul : le projet ISMEP	10
Deuxième année d'activité pour le Programme régional de logement (RHP)	12
Activités financières et de gestion des risques	**14**
Résultats semestriels Autorisation d'emprunt pour 2014 Dernières informations sur le rating de la CEB	
Partenariats	**16**
Le Gouverneur Wenzel reçoit le Président de la BERD	
Le Directeur-général a.i. à l'Élargissement de la Commission européenne intervient devant le Conseil d'administration de la CEB	
Renforcement de notre coopération avec l'Union européenne (UE)	**18**
Agenda Principaux événements à venir	**20**
Publications	**20**
Crédits photos : Fotolia, Ingram Photothèque CEB	

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Loans/projects activity	**5**
Approvals as at 30 September	5
Improving living conditions in the city of Lublin	7
Enhancing public infrastructure for Bratislava	9
Mitigating seismic risk in Istanbul: the ISMEP Project	11
Second year of activity for the Regional Housing Programme (RHP)	13
Financial and risk management activities	**15**
Half year results Borrowing authorisation for 2014 Latest information on CEB rating	
Partnerships	**17**
Governor Wenzel receives the President of the EBRD	
The Acting Director-General for Enlargement at the European Commission addresses the CEB's Administrative Council	
Strengthening our cooperation with the European Union (EU)	**19**
Calendar of events Major upcoming events	**20**
Publications	**20**

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

La coopération européenne est au cœur de la stratégie de développement de la CEB, la banque du développement social en Europe. C'est pourquoi nous avons retenu ce thème stratégique pour notre édition d'automne. L'article sur le "Renforcement de notre coopération avec l'Union européenne" donne au demeurant une vue d'ensemble des principaux objectifs, défis et réalisations associés à la collaboration entre la CEB et l'UE.

Dans ce numéro, vous trouverez également des détails sur les projets innovants financés par la Banque dans les pays de l'UE, dont deux prêts que le Conseil d'administration a approuvés en septembre pour améliorer les infrastructures locales à Lublin, neuvième plus grande ville de Pologne, et à Bratislava, capitale de la République slovaque.

Nous faisons également le point sur la deuxième année d'activité du Programme régional de logement (RHP), notre initiative phare en faveur des réfugiés et personnes déplacées dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE ou déjà membre, que sont la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie. Ce programme est en plein essor et nous avons bon espoir de voir les premiers bénéficiaires finaux rejoindre leurs nouveaux logements mi-2014.

En septembre, nous avons eu le plaisir d'accueillir le Directeur-général a.i. à l'Élargissement de la Commission européenne, M. Joost Korte, à notre réunion du Conseil d'administration : une occasion privilégiée d'avoir un échange de vues tant sur le RHP que sur la coopération entre la CEB et la Commission. Dans le cadre de mes contacts réguliers avec les présidents de la NIB, de la BEI, de la BSTDB et de la BERD, s'inscrit la visite à la Banque en octobre du Président de la BERD, Sir Suma Chakrabarti. Ces initiatives soulignent le nouvel élan que la CEB donne à sa coopération avec les institutions de l'UE et les autres banques multilatérales de développement européennes.

Un dernier mot sur nos résultats pour indiquer, en dépit d'un environnement économique et financier toujours exigeant, la conformité des activités de prêt et de financement avec les objectifs et la stabilité des bénéfices. À ce jour, le Conseil d'administration a approuvé 33 nouveaux prêts à hauteur de € 1,9 milliard, dont 24 projets en faveur des pays du groupe cible. Il convient de noter qu'en 2013 la CEB demeure l'une des plus importantes sources de financement internationales pour les micro-, petites et moyennes entreprises en Europe.

Dear Reader,

European cooperation is central to the development strategy of the CEB, the social development bank in Europe. That is why we have chosen this strategic topic for our autumn issue. The article on "Strengthening our cooperation with the European Union" provides a comprehensive overview of the main objectives, challenges and achievements of CEB / EU collaboration.

In this issue, you will also find details of innovative projects financed by the Bank in EU countries, including two loans approved by the Administrative Council in September to support local infrastructure in the city of Lublin, the ninth largest urban centre in Poland, and in Bratislava, capital of the Slovak Republic.

We also take stock of the second year of activity of the Regional Housing Programme (RHP), our flagship initiative in favour of refugees and displaced persons in the EU and pre-accession countries of Bosnia and Herzegovina, Montenegro, Croatia and Serbia. This programme is now in full swing, and we are confident that the first final beneficiaries will be able to move into new housing units by mid-2014.

In September, we were pleased to welcome Joost Korte, Acting Director-General for Enlargement at the European Commission, to our Administrative Council meeting. This was an excellent opportunity to exchange views on both the RHP and cooperation between the CEB and the Commission. My regular contacts with the NIB, EIB, BSTDB and EBRD Presidents included an October visit to the Bank by Sir Suma Chakrabarti, President of the EBRD. These initiatives highlight the new impetus the CEB is giving to its cooperation with EU institutions and other European Multilateral Development Banks.

A last word on our results: despite the challenging economic and financial environment, funding and loan activities are on target, and profits remain stable. To date, 33 new loans worth €1.9 billion, including 24 projects in favour of target group countries, have been approved by the Administrative Council. It is worth noting that in 2013 the CEB remains one of the most important international financiers of micro, small and medium-sized enterprises in Europe.

Approbations au 30 septembre

Au cours du troisième trimestre 2013, le Conseil d'administration a approuvé neuf demandes de prêt pour un total de € 490 millions, dont 80% destiné aux pays du groupe cible. Ceci porte le montant cumulé des approbations à € 1,9 milliard depuis le début de l'année.

L'essentiel de ces dernières demandes de prêt, pour un montant de € 453 millions, se rattache à la ligne d'action sectorielle "renforcement de l'intégration sociale". Dans ce cadre, la majeure partie, soit € 328 millions, concerne l'emploi à travers le financement des investissements réalisés par les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), € 125 millions étant destinés à l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain et rural. Le solde, soit € 37 millions, est consacré à la protection de l'environnement.

Aider spécifiquement les MPME qui sont le fer de lance de la croissance économique et le principal gisement d'emplois en Europe.

Les bénéficiaires des approbations en faveur des MPME sont : la **Géorgie** avec un prêt de US $ 10 millions à JSC TBC Bank, la **Pologne** à travers BZ WBK Leasing SA avec un prêt de € 50 millions, la **Turquie** avec deux prêts de € 50 millions chacun à TC Ziraat Bankasi AS, l'un des deux prêts étant destiné à sa filiale TC Ziraat Bankasi Leasing et l'**Espagne** avec un prêt de € 100 millions à Banco Santander. Ces cinq prêts financeront exclusivement les investissements productifs entrepris par des MPME, dont l'accès au crédit demeure difficile. Dans ces conditions, la mise à disposition de financements à moyen et long termes, à des taux compétitifs, se révèle d'une importance capitale.

Améliorer les conditions de vie en milieu urbain et rural, et contribuer à la protection de l'environnement.

À cet effet, un prêt de PLN 280 millions a été approuvé en faveur de la ville de Lublin en **Pologne**, pour l'aider à rénover son réseau routier et à moderniser ses infrastructures de transport, ainsi que ses équipements éducatifs et sportifs, ce qui contribuera au bien-être de ses habitants. Un prêt de € 40 millions a par ailleurs été approuvé pour la capitale de la **République slovaque**, Bratislava, dont le réseau de transport urbain est obsolète et polluant. La ville pourra ainsi investir dans la rénovation de ce réseau et dans l'achat de matériel moderne plus économe en énergie.

Deux autres prêts, l'un pour MFB en **Hongrie** d'un montant de € 75 millions et l'autre pour Unicredit Bank CZ en **République tchèque** d'un montant de € 50 millions, financeront des investissements dans les secteurs des MPME, de la rénovation des infrastructures publiques et de la protection de l'environnement.

Le principal objectif du projet MFB est la création d'emplois et le développement des infrastructures publiques en zones rurales afin d'améliorer les transports vers les *centres d'activité*. Unicredit Bank CZ, par l'intermédiaire de ses nombreuses succursales, financera les investissements productifs de MPME slovaques et tchèques mais aussi, des projets de municipalités ou de sociétés mixtes (public/privé) concernant le secteur public. Dans les deux cas, une part du financement sera allouée aux travaux d'isolation d'immeubles d'habitation, réalisés par des municipalités ou des associations de propriétaires, afin d'en améliorer la consommation énergétique.



Loans-projects activity

Approvals as at 30 September

During the third quarter 2013, the Administrative Council approved nine loan requests for a total of € 490 million, with 80% of the amount allocated to target group countries. This brings the cumulated amount of approvals to € 1.9 billion since the beginning of the year.

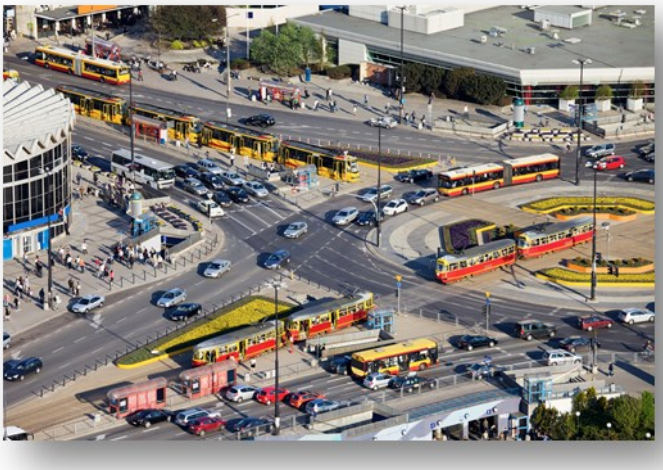
Most of the last loan requests, representing € 453 million, come under the "strengthening social integration" line of action. The major share of this amount, namely € 328 million, concerns employment through the financing of investments undertaken by micro, small and medium enterprises (MSMEs), and € 125 million is allocated to improving living conditions in urban and rural areas. The balance, namely € 37 million, is earmarked for protection of the environment.

Specifically helping MSMEs, the spearhead of economic growth and main source of jobs in Europe.

The beneficiaries of the approvals in favour of MSMEs are **Georgia** with a loan of US $ 10 million to JSC TBC Bank, **Poland** through BZ WBK Leasing SA with a loan worth € 50 million, **Turkey** with two loans of € 50 million each to TC Ziraat Bankasi AS, with one of the two loans for its subsidiary TC Ziraat Bankasi Leasing, and **Spain** with a loan worth € 100 million to Banco Santander. These five loans will be used exclusively to finance productive investments undertaken by MSMEs, whose access to bank loans remains difficult. The availability of medium and long-term financings at competitive rates is therefore of vital importance for them.

Improving living conditions in urban and rural areas and contributing to the protection of the environment.

A loan of PLN 280 million was approved in favour of the City of Lublin in **Poland**, to help the city renovate its road/street network and modernise its transportation infrastructure as well as its educational and sports equipment in order to improve the well-being of the local inhabitants. A loan, worth € 40 million, was also approved for the **Slovak Republic**'s capital, Bratislava, whose urban transportation system is obsolete and polluting. The city wants to invest in renovating the system and in purchasing more energy-efficient modern equipment.



Two other loans, one for MFB in **Hungary** worth € 75 million and the other for Unicredit Bank CZ in the **Czech Republic** for an amount of € 50 million, will be used to finance investments in the MSME, public infrastructure renovation and environmental protection sectors.

The main objective of the MFB project is to create jobs and to develop public infrastructure in rural areas so as to improve transportation to centres of activity. Through its numerous branches, Unicredit Bank CZ will finance not only productive investments undertaken by Slovak and Czech MSMEs, but also projects concerned with the public sector initiated by municipalities or joint (public/private) companies. In both cases, part of the financing will be allocated to insulation work on residential buildings, undertaken by municipalities or homeowner associations with a view to improving energy consumption.

Amélioration de la qualité de vie à Lublin

Lors de sa réunion du 20 septembre 2013, le Conseil d'administration a approuvé un prêt de PLN 280 millions en faveur de la ville de Lublin (Pologne). Il s'agit du premier prêt direct accordé par la CEB à cette collectivité territoriale, afin de financer plusieurs initiatives locales visant à améliorer la qualité de vie dans la ville et ses alentours.

Comptant 350 000 habitants intra-muros et 700 000 dans la zone métropolitaine, Lublin est la neuvième plus grande ville de Pologne et la capitale de la région de Lubelskie dans le sud-est du pays. Lublin est également le plus grand pôle universitaire de Pologne orientale et accueille environ 90 000 étudiants. L'économie repose sur l'agroalimentaire, le commerce, les services et quelques industries, principalement la production d'électricité, l'ingénierie automobile et la fabrication de meubles.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les finances publiques en 1999 et les réformes connexes qui ont suivi, les collectivités locales polonaises ont vu leurs compétences s'étendre progressivement. Une part toujours plus importante des infrastructures et des services publics et des infrastructures a été décentralisée et la tendance se poursuit. La nécessité d'investir pour répondre à la fois aux attentes de la population et remplir les critères de convergence européens s'accroît rapidement. Ces investissements doivent être financés en grande partie par des emprunts locaux.

Dans la continuité du programme d'infrastructures de € 375 millions pour la période 2008-2012, financé en grande partie par des subventions de l'UE et des opérations d'emprunt, les autorités de la ville et la CEB ont étudié le financement des plans d'investissement 2013-2020, dont le montant devrait doubler par rapport à la période précédente. Suite à un examen approfondi de la mise en œuvre, du suivi, de la situation financière et de la situation de crédit du projet, réalisé conjointement par des experts de la CEB et de la ville, la Banque a décidé de soumettre un dispositif de financement à l'approbation du Conseil d'administration.

Le prêt correspondant accordé par la CEB financera en partie les investissements sur la période 2013-2016 en faveur des infrastructures sociales engagés par la ville de Lublin et les zones métropolitaines dans le domaine

Aider la ville de Lublin à atteindre ses objectifs de développement social et améliorer le bien-être de ses habitants

des infrastructures routières, des transports en commun, de l'éducation et des loisirs. Les investissements en matière d'infrastructure routière comprennent notamment l'amélioration de l'accès à la rocade et le redéploiement des artères internes de la ville. Les améliorations du système de transport municipal incluent la construction d'un réseau de trolleybus de 26 kilomètres et des centrales électriques correspondantes, la réalisation de systèmes modernes de gestion de la circulation et des transports en commun, ainsi que le remplacement des anciens trolleybus et autobus. L'offre éducative de la ville doit s'enrichir grâce à la construction d'une nouvelle école élémentaire pouvant accueillir 700 élèves et d'une crèche de 360 places. La construction d'un stade municipal d'une capacité de 15 000 personnes, d'une piscine et d'un parking à plusieurs étages en centre-ville sous la place du théâtre vient compléter la liste des sous-projets d'investissement devant être financés par la CEB.



Selon le **Responsable de pays Christophe Mróz**, "ce prêt de la CEB apportera un soutien important à la ville de Lublin afin que celle-ci puisse atteindre ses objectifs de développement social et améliorer le bien-être de ses habitants". "De par leur nature, les fonds de la CEB complètent efficacement les ressources financières à long terme accordées par l'UE, la BEI et d'autres instances", a-t-il ajouté.

Loans-projects activity

Improving living conditions in the city of Lublin

At its meeting on 20 September 2013, the Administrative Council approved a loan of PLN 280 million in favour of the Polish city of Lublin. This is the CEB's first direct lending to this local authority and it will finance various local initiatives aimed at improving living conditions in the city and its surrounding areas.

With 350 000 inhabitants *intra muros* and 700 000 within the greater metropolitan area, Lublin is the ninth largest urban centre in Poland and the capital of the Lubelskie region in the South East of the country. Lublin ranks as the largest academic centre in Eastern Poland, welcoming some 90 000 students. The economy concentrates on food processing, trade, services and some industry, mostly power generation, automotive engineering and furniture manufacturing.

Since the 1999 Law on Public Finance and subsequent related reforms that came into force, Polish self-governments have seen their responsibilities progressively expanded. A growing share of public services and infrastructure has been transferred from central to local level, and the trend continues. The investment required to meet both population expectations and European convergence criteria are quickly expanding. A significant share of this investment is to be financed by way of local borrowing.

Following on from Lublin's € 375 million infrastructure programme over the period 2008-2012, largely financed through EU grants and debt issuance, the City authorities entered into discussions with the CEB regarding the financing of their 2013-2020 investment plans, estimated at double the amount spent over the previous period. A detailed review of the implementation, monitoring, financial and credit aspects of the project was carried out jointly by experts from the CEB and the City, resulting in the CEB's decision to seek Administrative Council approval for a financing facility.

Supporting the City of Lublin toward fulfilling its social development objectives and improving the well-being of its inhabitants



The correspondingly approved CEB loan will provide partial financing for social infrastructure investments over the period 2013-2016, to be undertaken in the City of Lublin and its metropolitan area on roads, transportation, education and leisure facilities. Planned investments in road infrastructure thus include improving access to the city's ring road and the redevelopment of inner-city streets. Upgrades to the municipal transportation system include the construction of a 26-kilometre trolleybus network with the corresponding power stations, the implementation of modern traffic and public-transport management systems and the replacement of decommissioned trolleybuses and buses. The city's educational offer is to be enriched through the construction of a new elementary school for 700 pupils and a nursery facility for 360 children. The construction of a municipal stadium with a capacity of 15 000, a swimming pool and a multi-level car-park under the central theatre square round off the list of investment sub-projects slated for CEB financing.

According to **Country Manager for Poland Christophe Mróz**, "by way of this loan, the CEB will provide valuable support to the City of Lublin toward fulfilling its social development objectives and improving the well-being of its inhabitants." "By their very nature, the CEB funds also nicely dovetail with long-term financial resources from the EU, the EIB and others", adds C. Mróz.

De meilleures infrastructures publiques pour Bratislava

Le prêt de € 40 millions approuvé par le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 20 septembre 2013, est le premier financement direct de la CEB, et plus largement le premier de cette nature jamais accordé par une IFI, en faveur de la ville de Bratislava. Visant en priorité l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants, il financera également des sous-projets qui contribuent à la protection de l'environnement.

Capitale et plus grande ville de la République slovaque, Bratislava regroupe 460 000 des 5,4 millions d'habitants du pays. Elle est par conséquent un pôle économique, éducatif et administratif important, dont la portée ne se limite pas à la population locale mais touche aussi le pays dans son ensemble. Les activités publiques, les services et l'industrie (principalement automobile) y emploient environ 70 000 personnes, qui effectuent la navette quotidiennement entre la ville et les régions périphériques. La renommée des universités, des musées, des théâtres et autres établissements culturels et d'enseignement attirent en outre de nombreux visiteurs nationaux et étrangers. Tous ces facteurs contribuent à accroître la pression pesant sur le réseau routier, les transports en commun et les infrastructures générales de Bratislava.

Les discussions entre la CEB et Bratislava concernant le financement du programme d'entretien des infrastructures publiques de la ville ont commencé début 2013 et rapidement débouché sur la définition et l'instruction du projet de prêt que vient d'approuver le Conseil d'administration. Ce prêt complètera les ressources financières provenant entre autres de l'UE et financera en partie les initiatives spécifiques entreprises par la municipalité.

En matière d'amélioration de la qualité de vie, le financement de la CEB ciblera des sous-projets tels que la construction, la rénovation et la modernisation des routes locales et du réseau des transports en commun, la modernisation des installations de services collectifs, la réorganisation des établissements d'enseignement et de soins ainsi que des centres sportifs et socioculturels, la construction ou reconstruction de maisons de retraite, et l'amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité des services publics. La rénovation et la conversion des bâtiments existants en locaux destinés aux services publics pourront également bénéficier du prêt.

Les bénéficiaires seront les habitants de Bratislava mais aussi les travailleurs effectuant la navette au quotidien et les visiteurs



Les sous-projets ciblant la protection de l'environnement concerneront de nombreux domaines, tels que les mesures d'économie d'énergie (en particulier dans les bâtiments publics), la réduction de la pollution atmosphérique, la protection contre le bruit, la mise en place de moyens et de réseaux de transport plus propres, avec notamment la construction de nouvelles voies de trolleybus et la modernisation et/ou le remplacement des anciens tramways et trolleybus par de nouveaux équipements plus efficaces.

La composante "Amélioration de la qualité de vie", grâce à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité, du confort d'utilisation et de l'accessibilité des services publics, notamment des transports en commun, se traduira par des retombées sociales, tandis que la composante "Protection de l'environnement" permettra principalement de réduire les émissions polluantes et la consommation énergétique des transports en commun de Bratislava.

"Les bénéficiaires au titre de ces deux objectifs seront bien entendu les habitants de Bratislava mais aussi, dans une large mesure, les travailleurs effectuant la navette au quotidien et les visiteurs, qui profitent des emplois et de l'offre culturelle de la capitale", explique le **Responsable de pays Jan Matuska**. "Autre élément intéressant, le coût des sous-projets du programme pourrait être couvert en partie par CEB-ELENA, un dispositif de subvention créé en partenariat avec l'UE qui cible les mesures d'efficacité et d'économie d'énergie en Europe."

Enhancing public infrastructure for Bratislava

The € 40 million loan approved by the Administrative Council, at its meeting on 20 September 2013, is the first direct CEB financing, and beyond that the first ever direct financing by an IFI, in favour of the city of Bratislava. Aimed primarily at improving living conditions, it will also finance sub-projects that contribute to the protection of the environment.

With a population of 460 000 out of the country's total 5.4 million, Bratislava is the Slovak Republic's capital and largest city. As such, it is an important economic, educational and administrative centre, of significance to the local population but also to the country at large. With its governmental, services and industrial activities, the latter mainly in the automotive sector, Bratislava provides employment to some 70 000 people who commute daily from adjacent regions. The city's renowned universities, museums, theatres and other cultural and educational institutions attract many additional national visitors and foreign tourists. All the above factors concur to place high demands on Bratislava's road network, public transportation and general infrastructure.

Discussions between the CEB and Bratislava regarding the financing of the city's public infrastructure maintenance programme were initiated in early 2013 and rapidly developed towards the definition and appraisal of the loan just approved by the Administrative Council. This loan will complement financial resources from the EU and other sources, and provide partial financing for specific initiatives undertaken by the municipality.

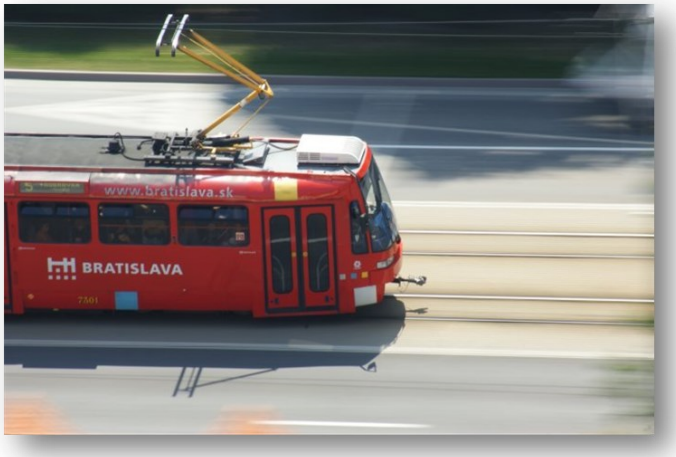
Regarding the improvement of living conditions, the CEB financing will target sub-projects such as the construction, refurbishment and modernisation of local roads and public transportation networks, rehabilitation of municipal utilities, revamping of educational and medical facilities and socio-cultural and sport centres, construction or reconstruction of retirement homes as well as improved accessibility and efficiency of public services. The rehabilitation and conversion of existing buildings into premises intended for public service use will also be eligible under the loan.

Beneficiaries will be the inhabitants of Bratislava, but also all commuting workers and visitors

Sub-projects targeting environmental protection will involve a large swath of sectors such as energy saving measures, in particular in public buildings, reductions in air pollution, protection against noise and cleaner means of transportation and related networks, including the construction of new trolley-bus tracks and the modernization and/or replacement of old trams and trolley-buses with new, efficient ones.

The social effects under the "Improving living conditions" component will stem from the higher quality, reliability, comfort and accessibility of public services, especially public transportation, while the "Protection of the environment" component will mainly bring a reduction in harmful emissions and in the energy consumption of Bratislava's public transportation system.

"Beneficiaries under both sectors will, of course, be the inhabitants of Bratislava, but also, and to a large extent, all commuting workers and visitors who benefit from the capital's jobs and cultural offer", says **Jan Matuska, the Country Manager** in charge. "An additional element worth mentioning is that a portion of the cost of the programme's sub-projects may be covered under the aegis of CEB-ELENA, a CEB-EU grant cooperation facility targeting energy efficiency and saving measures across Europe."



Atténuation des risques sismiques à Istanbul : le projet ISMEP

Traversée d'est en ouest par un réseau de failles, la Turquie est particulièrement exposée au risque sismique. Dans la région de Marmara, le tremblement de terre d'août 1999, d'une magnitude de 7,4 sur l'Échelle de Richter, avait coûté la vie à près de 18 000 personnes et laissé des centaines de milliers de sans-abri, sans compter l'impact économique direct évalué entre 10 et 15 milliards de dollars. Or, la probabilité est élevée qu'Istanbul, située sur la faille nord-anatolienne, soit confrontée dans les décennies à venir à un séisme de cette ampleur.

Le Gouvernement turc, le Gouverneur de la province et la municipalité d'Istanbul ont donc procédé à de nombreuses évaluations des risques sismiques et planifié en conséquence des mesures d'atténuation. L'une des initiatives clés a consisté à élaborer un plan directeur (*Earthquake Master Plan for Istanbul*), autrement dit un instrument stratégique global qui puisse répondre aux risques sismiques par des mesures d'atténuation à la mesure de la vulnérabilité de cette mégapole. C'est dans le cadre de ce plan directeur que le projet ISMEP (*Istanbul Seismic risk Mitigation and Emergency Preparedness project*) a été préparé et lancé en 2005 avec l'assistance de la Banque mondiale. Le projet a pour objet principal le remplacement de bâtiments publics vulnérables aux séismes par des édifices conformes aux normes antisismiques. Ce processus vise à transformer Istanbul, en deux décennies, en une ville capable de faire face à un séisme majeur. La BEI a rejoint le projet en 2008 et la CEB en 2010.

Le prêt de la CEB, approuvé par le Conseil d'administration pour un montant de € 250 millions, finance partiellement la reconstruction d'environ 90 écoles publiques et de 2 dortoirs universitaires, ainsi que des études de faisabilité, de conception et des services de supervision techniques. Une part moindre du financement de la CEB sera par ailleurs dédiée aux activités de sensibilisation du public.

En 2012, 28 des 90 écoles financées avaient été réalisées et 50 étaient en cours de construction. Ainsi, lors de la dernière mission technique de suivi, le projet a été noté "4 - Très satisfaisant". Les délais étant respectés, les travaux seront achevés d'ici la fin de l'année 2014. Toutefois, en raison de problèmes d'ordre administratif susceptibles de retarder le démarrage de la construction de l'un des dortoirs, la CEB a accepté le remplacement de cette composante du projet par la construction d'un poste de police (à Üsküdar). Elle envisage également de répondre favorablement à la demande d'intégration au projet d'un autre poste de police à Bostancı, sachant que cette infrastructure pourrait être financée par le reliquat issu d'économies réalisées et/ou grâce à l'exemption de TVA dont bénéficie le projet ISMEP. Les écoles publiques ont, quant à elles, été techniquement conçues avec des matériaux adaptés à des coûts de maintenance et d'entretien réduits.



La mission technique a évalué la qualité des constructions antisismiques "3- Satisfaisante", voire "4- Très satisfaisante" pour certaines constructions. Tous les bâtiments sont équipés de détecteurs de fumée et d'enseignes de sortie d'urgence à batteries de secours intégrées et les dispositifs de sécurité sont dans l'ensemble bien adaptés.

En termes d'efficacité énergétique, les installations calorifuges assurent une bonne isolation thermique des bâtiments. Des panneaux solaires ont été installés sur les toits de la cité universitaire Atatürk afin de fournir de l'eau chaude pour les douches. L'eau de pluie est collectée dans des réservoirs spéciaux placés aux sous-sols, où elle y est filtrée, traitée pour être utilisée dans les installations sanitaires.

Enfin, la modernisation et la reconstruction d'un grand nombre d'écoles publiques permettront à plus de 700 000 élèves et enseignants de travailler dans un environnement sécurisé et plus agréable.

De par sa nature, ce projet s'inscrit dans la durée et constitue un exemple en matière de prévention et de diminution des risques associés aux catastrophes naturelles. Il apporte également la démonstration d'une bonne interaction entre la CEB et les différents intervenants, notamment les collectivités locales et les autres institutions financières internationales.

Mitigating seismic risk in Istanbul: the ISMEP Project

With a network of fault systems running across the country from east to west, Turkey is particularly exposed to the risk of earthquakes. The earthquake measuring 7.4 on the Richter scale that struck the Marmara region in August 1999 caused the death of some 18 000 people, left hundreds of thousands homeless and its direct economic impact was evaluated at between 10 and 15 billion dollars. Moreover, there is a strong probability that Istanbul, situated on the North Anatolian Fault, will experience an earthquake of similar magnitude in the decades to come.

The Turkish Government, the Governor of the province and the municipality of Istanbul have therefore carried out several evaluations of the seismic risks and planned mitigation measures accordingly. One of the key initiatives has been to elaborate a master plan (*Earthquake Master Plan for Istanbul*), in other words a global strategic tool to respond to the seismic risk with the appropriate mitigation measures to match the vulnerability of the megapole. It was within the framework of this master plan that the ISMEP (Istanbul Seismic risk Mitigation and Emergency preparedness Project) project was prepared and launched in 2005 with the help of the World Bank. The project's main objective is to replace public buildings that are vulnerable to earthquakes with buildings constructed to anti-seismic standards. The aim of the process is, in the space of two decades, to transform Istanbul into a city capable of withstanding a major earthquake. The EIB joined the project in 2008 and the CEB in 2010.



The CEB loan, approved by the Administrative Council for an amount of € 250 millions, is to part-finance the reconstruction of some 90 public schools and 2 university dormitories, feasibility and design studies, and technical monitoring services. A lesser share of the CEB financing will be earmarked for activities to promote public awareness.

In 2012, of the 90 schools financed 28 had already been completed and 50 were under construction. Thus, at the time of the last technical monitoring mission, the project was rated "4 – Very satisfactory". The project has been running on time and the works will therefore be completed by end 2014. However, due to administrative problems that could delay the start of construction work on one of the dormitories, the CEB has agreed to this component of the project being replaced by the construction of a police station (in Üsküdar). The Bank also envisages giving a favourable response to the request for the construction of another police station (in Bostancı) to be included in the project, given that this infrastructure could be financed with an unspent amount stemming from savings made and/or thanks to the VAT exemption granted to the ESMEP project. The public schools have been technically designed with low maintenance cost materials.

The technical mission rated the quality of the anti-seismic constructions "3- Satisfactory", and even "4- Very satisfactory" for certain buildings. All the buildings are equipped with smoke detectors and emergency exit signs with fully integrated back-up battery systems and the safety equipment generally seems to be fully appropriate.

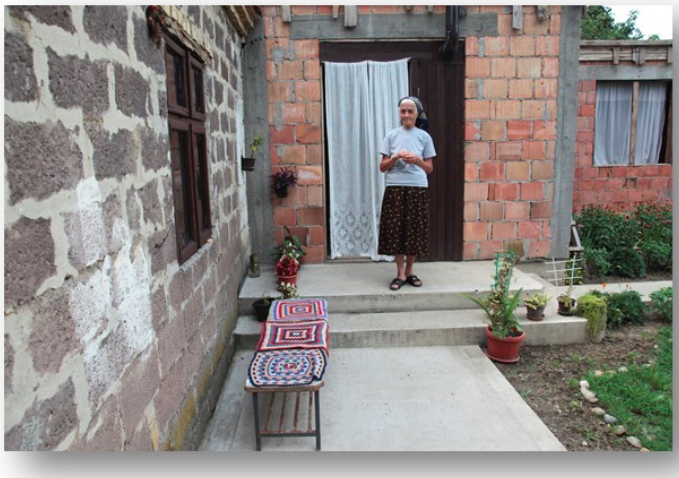
In terms of energy efficiency, the thermal installations ensure that the buildings are well insulated. Solar panels have been installed on the roofs of the student residences on the Atatürk university campus in order to provide hot water for the showers. Rainwater is collected in special reservoirs located in the basements, where it is filtered and treated in order to be used in the sanitary facilities.

Lastly, the modernisation and reconstruction of a large number of public schools will enable over 700 000 students and teachers to work in a safe and more pleasant environment.

This project, which by its very nature is a long-term undertaking, is not only an example in matters of prevention and risk mitigation in the event of a natural disaster, but is also a demonstration of good interaction between the CEB and the various actors, notably the local authorities and the other international financial institutions.

Deuxième année d'activité pour le Programme régional de logement (RHP)

Depuis la Conférence des donateurs de Sarajevo en avril 2012, au cours de laquelle les participants ont promis le versement de € 261 millions en faveur du RHP, les efforts menés conjointement par l'ensemble des parties prenantes ont permis au programme de connaître d'importants progrès.



Premièrement, les quatre Pays Partenaires, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie, ont désormais fini de rédiger leurs "rapports nationaux de faisabilité". Ces rapports serviront de feuille de route pour la mise en œuvre des projets de logement. Ils ont également mis en place les structures de mise en œuvre de leurs projets et sont en train de finaliser les cadres juridiques nécessaires.

Deuxièmement, l'Assemblée des Donateurs a approuvé un total de dix dons lors de ses réunions d'avril 2013 et d'octobre 2013 pour un montant global de € 46 millions. Ces projets fourniront des solutions de logement durable à plus de 2 200 familles. Grâce aux importantes contributions des donateurs en faveur du RHP, € 60 millions de dons supplémentaires seront disponibles pour approbation d'ici à la mi-2014.

Le rôle de la CEB et des autres parties prenantes

La CEB joue un rôle important dans le RHP : la Banque étudie les projets soumis et évalue s'ils sont assez avancés pour qu'un financement soit approuvé en leur faveur. Elle est également chargée de la gestion et du décaissement des contributions des donateurs en faveur des Pays Partenaires. Elle assure également un suivi rigoureux des projets afin de s'assurer que les fonds des donateurs sont utilisés à bon escient. En outre, la CEB supervise l'assistance technique apportée aux Pays Partenaires, qui est financée par la Commission européenne, et est également chargée d'assurer la coordination entre les nombreuses parties prenantes au RHP.

L'Union européenne, les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Norvège et la Suisse ainsi que d'autres donateurs fournissent un appui considérable (tant sur le plan financier que politique) aux quatre Pays Partenaires, afin de les aider à relever ce défi majeur de la manière la plus efficace et transparente possible. Le HCR et l'OSCE ont quant à eux pour mission de veiller rigoureusement à ce que seules les personnes les plus vulnérables et défavorisées soient retenues parmi les bénéficiaires finaux du RHP.

Prochaines étapes d'ici la fin de l'année 2013

D'ici à la fin de l'année, les Pays Partenaires vont se concentrer sur le lancement de la phase de mise en œuvre de leurs projets. En plus, des propositions de projet supplémentaires seront préparées, qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée des Donateurs en décembre 2013.

Dans le même temps, la priorité sera donnée à la sélection des premiers bénéficiaires éligibles. Des appels publics aux réfugiés et aux personnes déplacées ont été diffusés dans l'ensemble des Pays Partenaires, encourageant vivement les plus vulnérables à solliciter un rapatriement vers leur pays d'origine ou une assistance dans leur pays d'accueil. À titre d'exemple, l'appel lancé en Bosnie-Herzégovine a permis de recueillir plus de 10 000 demandes, qui doivent désormais être évaluées par les autorités bosniennes avec l'appui du HCR et de l'OSCE.

En outre, des campagnes d'information permanentes auprès du grand public seront mises en place afin de veiller à ce que tous les bénéficiaires potentiels soient informés.

Dans l'ensemble, et grâce à toutes ces actions, les premiers projets de logement devraient être mis en œuvre dès le début de l'année 2014.

Second year of activity for the Regional Housing Programme (RHP)



Since the Sarajevo Donors' Conference of April 2012 in which € 261 million was pledged in favour of the RHP, joint efforts by all stakeholders have enabled the programme to make significant headway.

Firstly, the four Partner Countries, namely Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia, have now finalised drafting their "Country Feasibility Reports". These reports will serve as roadmaps guiding the implementation of the housing projects. They have also set up their project implementation structures and are in the process of finalising the necessary legal frameworks.

Secondly, the Assembly of Donors has approved a total of ten grants during its April 2013 and October 2013 meetings, for an overall amount of € 46 million. These projects will provide sustainable housing solutions to more than 2 200 families. Thanks to the substantial contributions of donors in favour of the RHP, an additional € 60 million in grants will be available for approval by mid-2014.

CEB's and other stakeholders' role

The CEB plays an important role in the RHP: it appraises project applications and evaluates whether they are mature enough to be approved for financing. It also manages and disburses donor contributions in favour of the Partner Countries and carries out in-depth monitoring of projects to ensure that donor funds are properly utilised. The CEB furthermore supervises the technical assistance provided to the Partner Countries - financed by the European Commission - and is in charge of facilitating coordination between the numerous RHP stakeholders.

The European Union, the United States of America, Germany, Italy, Norway, Switzerland as well as other donors provide considerable support (in both financial and political terms) to the four Partner Countries to help them realise this major challenge in the most efficient and transparent manner. UNHCR and OSCE, for their part, are tasked with ensuring that only the most vulnerable and needy beneficiaries are selected as final beneficiaries of the RHP.

Next steps by the end of 2013

Until year-end, the Partner Countries will focus on launching the implementation phase of their projects. In addition, some additional project proposals will be prepared, which will be submitted for approval to the Assembly of Donors in December 2013.

In parallel, priority will be given to the selection of the first eligible beneficiaries. Public calls for refugees and internally displaced persons have been launched in all Partner Countries, urging the most vulnerable to apply for return to their homeland or for assistance in the country of integration. As an example, the public call in Bosnia and Herzegovina resulted in over 10 000 applications, which now need to be assessed by the Bosnian authorities with the support of UNHCR/OSCE.

In addition, continuous public information campaigns will aim at ensuring that all potential beneficiaries are informed.

In all and as a result of these combined efforts, the implementation of the first housing projects is planned to start in early 2014.






Résultats semestriels

Après une année 2012 particulièrement difficile, la première moitié de 2013 a montré une certaine reprise de l'activité économique et les indicateurs *sont mieux orientés aussi bien dans le secteur financier que dans l'économie de plusieurs pays de la zone euro.*

* non-audités	30/06/2013*	30/06/2012* (retraité)	31/12/2012
Prêts décaissés	503	620	1 584
Projets approuvés	1 408	1 001	1 798
Engagements signés	625	403	1 019
Encours de prêts	11 990	12 160	12 131
Émissions	2 064	3 303	3 219
Fonds propres *(après affectation du résultat)*	7 187	6 967	7 116
Capitaux propres *(après affectation du résultat)*	2 333	2 183	2 262
Total du bilan	25 472	27 353	26 858
Bénéfices	61	61	120

Au 30 juin 2013, le résultat net de la CEB s'élevait à € 60,9 millions, stable par rapport à la première moitié de 2012.

Concernant son activité de prêts, la CEB a enregistré une légère baisse de ses décaissements, € 503 millions contre € 620 millions, pour l'année dernière sur la même période. Deux tiers de ces prêts ont été réalisés en faveur des pays cibles, conformément au mandat social de la CEB. Les projets approuvés sont en hausse sensible passant de € 1 001 millions à fin juin 2012 à € 1 408 millions à fin juin 2013.

Le total du bilan de la CEB s'élevait à € 25 milliards en baisse (- 7%) due à une réduction du volume des emplois de trésorerie à € 8,7 milliards (- 8,7%) et à une très faible contraction de l'encours des prêts à € 12,0 milliards (-1,4%). Les capitaux propres ont progressé de + 7% à € 2 333 millions par rapport à fin juin 2012.

Au cours du premier semestre, la Banque a émis des emprunts obligataires pour un montant de € 2,1 milliards, à savoir 47% des € 4,5 milliards autorisés pour 2013.

Dans cet environnement économique encore incertain, la CEB a maintenu un niveau satisfaisant pour l'ensemble de son activité et de ses bénéfices.

Dernières informations sur le rating de la CEB

Suite aux réunions d'évaluation annuelle avec les agences de notations avec Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings respectivement les 17, 18 et 19 juin 2013, les très bonnes notations de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe ont été maintenues reflétant le solide profil financier de la Banque, le soutien continu de ses actionnaires ainsi que sa gestion des risques conservatrice. Les notations de la CEB ont été publiées comme suit : AA+, perspective stable, A-1+ par Standard & Poor's le 26 juillet 2013, Aaa/perspective négative/P par Moody's le 1er août 2013, et AA+, perspective stable, F1+ par Fitch Ratings le 11 septembre 2013.

Autorisation d'emprunt pour 2014

L'autorisation d'emprunt est accordée, chaque année, par le Conseil d'administration au Gouverneur : elle fixe le montant global en EUR au sein duquel il est permis au Management de négocier et de conclure des contrats d'émission de maturité supérieure ou égale à un an. Toutes les transactions de financement doivent être exécutées aux conditions les plus favorables des marchés de capitaux internationaux. Elle permet de surcroît le recours aux instruments de maturité de moins d'un an, notamment dans le cadre d'opérations sous le programme *Euro Commercial Paper*.

Les objectifs principaux de l'autorisation d'emprunt sont de rendre possible les opérations de prêts, maintenir le niveau de trésorerie requis et honorer les obligations de remboursement de la dette de la CEB arrivée à échéance.

Cette autorisation d'emprunt repose sur l'analyse détaillée du besoin global de financement pour l'année à venir, compte tenu notamment des besoins de liquidité et des prévisions d'activité concernant les prêts. Pour 2014, elle s'élève à € 4 milliards.

Financial activities

Half year results

After a particularly challenging year 2012, the economy has moderately recovered during the first half of 2013 and *the indicators are positively orientated in both the financial sector as well as the economy of several Eurozone countries.*

At 30 June 2013, CEB's net profit amounted to € 60.9 million, stable compared to the first half 2012.

Regarding its lending activity, the CEB recorded a slight decrease of its disbursements, € 503 million compared to € 620 million, for the same period last year. Two thirds of these loans were disbursed in favour of the target countries, in line with the CEB's social mandate. Projects approved increased from € 1 001 million at end June 2012 to €1 408 million at end June 2013.

Total assets of the CEB amounted to € 25 billion, a decrease (- 7%) due to a decline in the treasury assets at 8.7 billion (- 8.7%) and a slight contraction of the total loans outstanding at € 12.0 billion (- 1.4%). Equity has increased by + 7% to € 2 333 million compared to end of June 2013.

During the first half-year, the Bank issued bonds for an amount of € 2.1 billion, i.e. 47% of the € 4.5 billion authorized for 2013.

In this still uncertain economic environment, the CEB maintained a satisfactory level of its activity and profit trend.

* unaudited	30/06/2013*	30/06/2012* (Restated)	31/12/2012
Loans disbursed	503	620	1 584
Projects approved	1 408	1 001	1 798
Financing commitments signed	625	403	1 019
Loans outstanding	11 990	12 160	12 131
Issues	2 064	3 303	3 219
Own funds (after allocation of profit)	7 187	6 967	7 116
Equity (after allocation of profit)	2 333	2 183	2 262
Total assets	25 472	27 353	26 858
Net profit	61	61	120

Borrowing authorisation for 2014

The borrowing authorisation is given to the Governor each year by the Administrative Council. It establishes the total amount in EUR within which the Management is authorised to negotiate and conclude new issue transactions with maturities of one year or more. All funding transactions have to be executed under the best available terms on the international capital markets. The borrowing authorisation also gives recourse to instruments with maturities of less than one year, in particular within the framework of operations in the Euro Commercial Paper Programme.

The main objectives of the borrowing authorisation are to fulfil lending needs, to maintain the required liquidity level and to meet CEB's repayment obligations on maturing debt.

The borrowing authorisation is based on a detailed analysis of the overall financing requirements for the coming year, in particular taking into account CEB's liquidity and the loan activity projections. For 2014 the authorisation stands at € 4 000 million.

Latest information on CEB rating

Following the annual assessment meetings with the rating agencies Standard & Poor's, Moody's and Fitch Ratings on 17, 18 and 19 June 2013 respectively, the Council of Europe Development Bank (CEB) high ratings remained unchanged. These ratings mirror its strong financial profile, its sustained shareholders support and its stringent risk management. CEB's ratings have been published as follows: AA+/Stable/A-1+ by Standard & Poor's on 26 July 2013, Aaa/Negative/P-1 by Moody's on 1 August, and AA+ outlook stable, F1+ by Fitch Ratings on 11 September 2013.

	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
Long term rating	Aaa Outlook negative	AA+ Outlook stable	AA+ Outlook stable
Short term rating	P-1	A-1+	F1+

Le Gouverneur Wenzel reçoit le Président de la BERD

Les relations qu'entretient la CEB avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont anciennes et variées. En témoigne la signature dès 1999 d'un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*) entre les deux institutions : l'actualisation de ce protocole, signée le 10 octobre 2013, permettra de donner une impulsion supplémentaire à la coopération existante. Les deux banques collaborent par ailleurs activement dans le cadre des initiatives multilatérales promues par l'Union européenne, telles que le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), la Facilité d'investissement pour le voisinage (NIF) ou encore les travaux menés au sein de diverses plateformes de coordination (ex : *EU Blending in External Cooperation*). Chaque institution concourt également au mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA).

Par ailleurs, les contacts institutionnels, au plus haut niveau, sont continus. Chaque année, le Gouverneur conduit la délégation de la CEB présente à la réunion annuelle de la BERD. C'est l'occasion d'y multiplier les contacts, y compris avec les représentants des États membres du groupe cible de la CEB. Cette année, le Gouverneur Wenzel a également participé à une table ronde sur le rôle des IFI dans le "soutien à la croissance en période d'austérité", aux côtés entre autres des présidents de la BERD et de la BEI, ainsi que du vice-président de la SFI. Au sein d'un dialogue bilatéral régulier, le Gouverneur Wenzel a reçu le 11 septembre dernier le Président de la BERD, Sir Suma Chakrabarti. Les discussions ont porté sur des questions d'intérêt commun, dont le soutien accordé à leurs pays d'intervention respectifs pour renforcer la croissance et l'emploi qui sont au cœur des priorités de l'Europe.

Le Directeur-général a.i. à l'Élargissement de la Commission européenne intervient devant le Conseil d'administration de la CEB

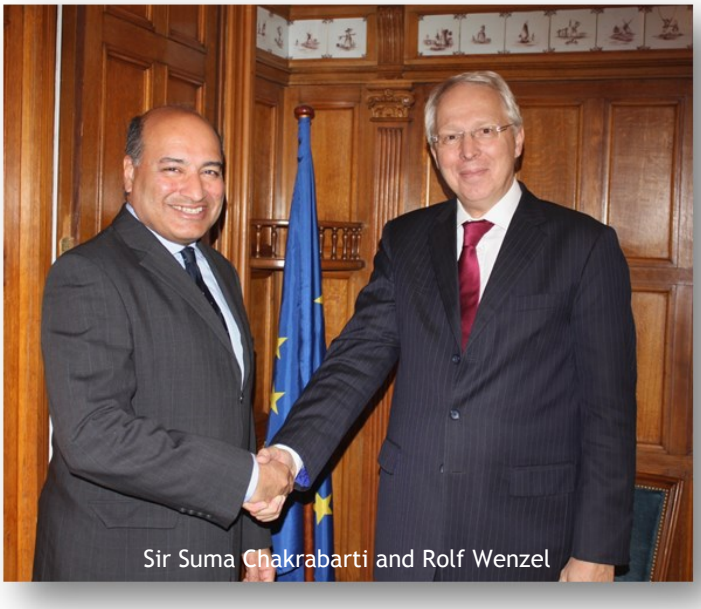
À l'invitation du Gouverneur Wenzel et du Président Licari, la Commission européenne a été représentée à la dernière réunion du Conseil d'administration de la CEB, le 20 septembre, par M. Joost Korte, Directeur général a.i. de la DG Élargissement. Ce dernier est intervenu sous le point de l'ordre du jour dédié au Programme régional de logement (RHP), pour lequel la Commission a promis une contribution de € 230 millions lors d'une Conférence des Donateurs, en avril 2012, à Sarajevo. M. Korte a salué la qualité de la coopération entre la Banque et la Commission, dans le cadre du RHP dont il a souligné également les défis inhérents à un programme de cette envergure, et plus largement encore en faveur des Balkans occidentaux.

En marge du Conseil d'administration, le Directeur général a.i. de la DG Élargissement et le Gouverneur Wenzel ont signé un deuxième Accord de Contribution de € 79 millions en faveur du RHP, le premier, d'un montant de € 5 millions, l'ayant été en décembre 2012. Ces fonds, associés aux contributions d'autres Donateurs, portent le montant total alloué au Fonds du RHP à € 114 millions, dont € 26 millions ont d'ores et déjà été versés.



Rolf Wenzel et Joost Korte

Governor Wenzel receives the President of the EBRD


Sir Suma Chakrabarti and Rolf Wenzel

The CEB's relations with the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) are diversified and long-standing, as evidenced by the bilateral Memorandum of Understanding signed as early as 1999. This Memorandum of Understanding, updated on 10 October 2013, will give additional impetus to the existing cooperation. Furthermore, the two banks collaborate actively within the framework of multilateral initiatives promoted by the European Union such as the Western Balkans Investment Framework (WBIF), the Neighbourhood Investment Facility (NIF) and other projects undertaken within various coordination platforms (e.g.: *EU Blending in External Cooperation*). Both institutions also lend their support to the European technical assistance mechanism for local energy projects (ELENA).

Moreover, contacts are being maintained between the two institutions at the highest level. Each year, the Governor of the CEB heads the delegation that attends the annual meeting of the EBRD. This provides an opportunity to multiply contacts, including with representatives of the CEB's target group Member States. This year, Governor Wenzel also took part in a round table on the role of IFIs in "supporting growth amidst austerity" with, among others, the Presidents of the EBRD and EIB, and the Vice-President of the IFC. Within the framework of regular bilateral dialogue, on 11 September last, Governor Wenzel played host to the President of the EBRD, Sir Suma Chakrabarti. Their discussions covered issues of common interest, including the support given to their respective countries of operations with a view to promoting growth and employment, which are central to Europe's priorities.

The Acting Director-General for Enlargement at the European Commission addresses the CEB's Administrative Council

Following an invitation by Governor Wenzel and Chairman Licari, at the last meeting of the CEB's Administrative Council, on 20 September, the European Commission was represented by Mr. Joost Korte, Acting Director-General for Enlargement. Mr. Korte intervened in the discussions on the agenda item devoted to the Regional Housing Programme (RHP), to which the Commission pledged € 230 million at the Donors' Conference in Sarajevo in April 2012. Mr. Korte paid tribute to the quality of cooperation between the Bank and the Commission not only within the framework of the RHP where he pointed out the challenges inherent to a programme of such scale, but also more generally in favour of the Western Balkans.

In parallel to the Administrative Council meeting, the Acting Director-General for Enlargement and Governor Wenzel signed a second Contribution Agreement worth € 79 million in favour of the RHP, following on from the first agreement, worth € 5 millions, signed in December 2012. These funds, together with contributions from other Donors, bring the total amount allocated to the RHP Fund to € 114 million, of which € 26 million have already been paid over.

Renforcement de notre coopération avec l'Union européenne (UE)

Sur les 40 États membres de la CEB, 26 sont membres de l'Union européenne et 7 sont candidats officiels ou potentiels à l'adhésion, ce qui fait de l'UE un partenaire naturel de la CEB.

Les principaux objectifs visés...

Forte de sa coopération étroite avec l'Union européenne, la CEB est reconnue comme un *partenaire privilégié* dans le secteur du développement social (ex. : Programme régional de logement [RHP]). La Banque cherche en parallèle à se positionner comme un *promoteur du développement social* en Europe et à sensibiliser aux questions sociales dans le cadre des divers accords multipartites et plateformes de l'Union européenne (ex. : **EUBEC**, la plateforme européenne pour le couplage prêt-don dans la coopération extérieure). Les partenariats avec l'UE permettent en définitive à la CEB de démultiplier ses capacités, celles liées tant à ses activités de prêt qu'à ses autres activités (telles que l'assistance technique et la gestion des comptes fiduciaires) en vue de mener à bien sa mission sociale.

... et les défis à relever

La Banque demeure cependant confrontée à deux grands enjeux. Premièrement, si la CEB, axée sur la réalisation de projets dans les secteurs sociaux, est une institution efficace dans son aire de spécialisation, elle doit également composer avec des ressources limitées en comparaison de celles dont disposent ses pairs. Deuxièmement, la Banque, comme d'autres IFI en Europe, est confrontée à un environnement en constante (et rapide) évolution, qui se caractérise par : i) les effets d'une crise prolongée, où les besoins (sociaux) se heurtent de plus en plus à la nécessité d'une consolidation budgétaire, et ii) les efforts déployés de la part de la Commission européenne pour améliorer la mise en œuvre de l'agenda Europe 2020, ce qui passe par toute une série d'ajustements à apporter à la réglementation européenne et au cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2014-2020.

Une coopération multiforme et étendue...

La CEB procure des financements relais ou des cofinancements avec les fonds structurels de l'UE pour répondre aux besoins d'investissement social de ses



États membres. En outre, la CEB participe à divers accords de coopération axés sur les projets sous l'égide de l'Union européenne : la Banque est active dans les principaux programmes financés par l'UE, tels que le Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines (**JESSICA**), le mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (**ELENA**), des partenariats tripartites avec KfW et la Commission européenne, le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (**WBIF**), le Programme régional de logement (**RHP**), et la Facilité d'investissement pour le voisinage (**NIF**).

... qu'attestent certains chiffres clés

À ce jour, les partenariats avec l'Union européenne ont permis à la CEB de coupler € 951 millions de prêts à € 262 millions de subventions communautaires. Au sein du **WBIF**, le soutien financier accordé par la CEB (€ 566 millions de prêts auxquels s'ajoutent € 55,5 millions de subventions du WBIF) a permis de mobiliser près de € 1 milliard d'investissements. À la Conférence des donateurs à Sarajevo, le 24 avril 2012, la communauté internationale a promis une contribution de € 261 millions en faveur du **RHP**, dont € 230 millions de la part de l'UE et € 31 millions de celle de 13 pays.

Axes de renforcement de la coopération CEB-UE

Au cours des prochaines années, la CEB va s'attacher à être de plus en plus sélective et proactive de façon à *rendre encore plus opérationnelle* la coopération déjà en place avec l'Union européenne. Mieux exploiter les instruments européens et recentrer son action sur des secteurs stratégiques prioritaires d'*intérêt commun* font partie des défis à relever. C'est pourquoi le dialogue avec l'Union européenne, à tous les niveaux de décision, doit se poursuivre et s'intensifier. Et il va sans dire que la coopération CEB-UE sera l'une des grandes orientations présentées dans le Plan de développement à moyen terme de la Banque qui est à venir.

Strengthening our cooperation with the European Union (EU)

Among the CEB's 40 Member States, 26 are EU members and 7 are actual or possible accession countries to the EU, making it a natural partner for the CEB.

The main objectives pursued…

A close cooperation with the EU allows the CEB to be recognized as a *partner of choice* in the social development field, (e.g. Regional Housing Programme (RHP)). At the same time, the Bank seeks to be itself a *promoter of social development* in Europe and to raise awareness of social issues in the EU multipartite agreements and the EU platforms (e.g. **EUBEC**, the EU platform for Blending in External Cooperation). Ultimately, partnering with the EU enables the CEB to leverage its capacities in terms of lending and non-lending activities (e.g. technical assistance and fiduciary account management), in order to fulfil its social mission.

…and the challenges

While pursuing this partnership, the Bank faces two core challenges. Firstly, despite being an effective project-oriented institution specialised in social sectors, the CEB has to cope with limited resources compared to its peers. Secondly, the CEB, similar to other IFIs operating in Europe, faces a (rapidly) changing environment marked by (i) the impact of a protracted crisis where (social) needs increasingly collide with fiscal consolidation needs, (ii) the European Commission's efforts to better implement Europe 2020 agenda, which have implied a series of adjustments to the EU regulations and the EU multiannual financial framework 2014-2020.

A multifaceted and wide-ranging cooperation…

The CEB provides bridge- or co-financing with EU Structural Funds to address social investment needs in its Member States. Additionally, the CEB participates in various project-oriented cooperation arrangements under the aegis of the EU: the Bank is active in key EU-sponsored programmes, such as the Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas (**JESSICA**), the European Local Energy Assistance (**ELENA**), tripartite partnerships with KfW and the European Commission, the Western Balkans Investment Framework (**WBIF**), the Regional Housing Programme (**RHP**) and the Neighbourhood Investment Facility (**NIF**).

…as evidenced by some key figures

Up to date, the partnership with the EU has allowed the CEB to blend € 951 million in loans with € 262 million in EU grant contributions. Financial support provided by the CEB (€ 566 million in loans) under the **WBIF** (€ 55.5 million of WBIF grants) has leveraged project investments close to € 1 billion. At the Donors' Conference held in Sarajevo on 24 April 2012, the international community pledged € 261 million in support of the **RHP**, of which € 230 million were committed by the EU and € 31 million by 13 countries.

Avenues for enhancing CEB-EU cooperation

In the coming years, the CEB will seek to be increasingly selective and proactive, with a view to further *operationalizing* the existing cooperation with the EU. Making better use of EU instruments and focusing on priority policy areas of *common interest* are some of the main challenges to take up. To this end, dialogue with the EU at all levels will be pursued and intensified. And, of course, CEB-EU cooperation will be one of the major orientations laid out in the forthcoming medium-term Development Plan of the Bank.

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda

11 octobre : Assemblée des donateurs - RHP (Paris)

11-13 octobre : Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI (Washington, D.C.)

14-15 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

22 novembre : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

6 décembre : Assemblée des donateurs - RHP (Paris)

11 October: Assembly of Donors - RHP (Paris)

11-13 October: Annual meetings of the World Bank and IMF (Washington, D.C.)

14-15 November: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

22 November: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

6 December: Assembly of Donors - RHP (Paris)

Publications

Paru

Rapport financier semestriel

Rapports des agences de notation

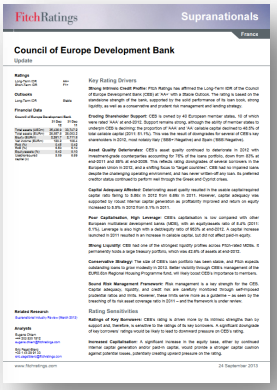
Published

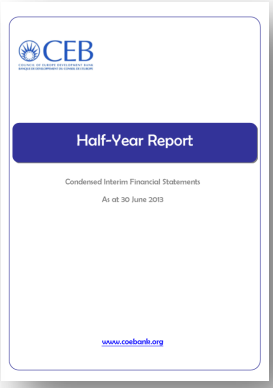
Half year financial report

Rating agencies' reports









A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 40 États membres, dont 21 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 40 Member States. Twenty-one Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org